



VERS UNE IRRUPTION MASSIVE DE LA JEUNESSE ?

C'est un vrai cauchemar pour le gouvernement : la mobilisation ne faiblit pas, après une troisième journée de grève et de manifestation. Si les cortèges sont un peu moins fournis (2 millions de manifestants contre 2,8 la semaine dernière), la détermination, elle, se renforce et nombreux sont celles et ceux qui annoncent manifester samedi.

Où en sont les jeunes ?

Dans la jeunesse aussi, la volonté de se battre s'accroît : 800 personnes se prononçaient pour le blocus à l'Université de Rennes 2 lundi, tandis que les Assemblées générales du Mirail et de Tolbiac - respectivement 300 et 400 participants - indiquent que la mobilisation des jeunes ne se limite plus à la simple présence en manifestation (qui reste massive !).

Allons-nous vers une irruption massive de la jeunesse dans le mouvement ? C'est bien le cauchemar du gouvernement, répété à plusieurs reprises dans la presse ("si les gosses sortent, c'est foutu", Les Echos), que les travailleurs scrutent eux-aussi. Et ce n'est pas la répression policière contre les lycéens ou les étudiants qui fait atténuer la colère.

Les jeunes qui se battent ne le font pas en calculant leurs trimestres de cotisation : on refuse cette société de misère qui force nos familles à l'exploitation accrue pour gonfler les profits records d'une poignée de parasites du CAC40. On refuse une société où l'arbitraire du gouvernement, de la police et du patronat prime sur nos vies, où l'autoritarisme ouvre la porte à l'extrême-droite.

On doit gagner, on peut gagner !

Le gouvernement fait le fier, prétend qu'il n'y a rien à négocier (ça tombe bien, nous non plus!), qu'il va rouler tranquillement sur tout le monde, mais il tremble quand même dans ses bottes. Alors qu'il espérait peut-être négocier quelques aménagements avec des centrales syndicales, Dussopt bafouille au Monde : "Ils sont sous la pression d'une base, ils nous ont menti". Et si la base en rajoutait ?

Le tableau n'est pas plus rose à l'Assemblée : à droite comme chez les macronistes, certains hésitent à signer. Ce ne sont pas les 7 000 amendements de la NUPES, ou la proposition d'un référendum (dont la gauche et l'extrême-droite se partagent la paternité) qui les effraient, mais la pression de la grève et de la rue.

C'est pas à l'Assemblée que ça va se jouer ! Continuons de rythmer la mobilisation dans les lycées et universités, ne laissons pas un jour de répit au gouvernement du patronat ! Organisons-nous massivement en Assemblées générales, en coordination, en lien avec les travailleurs qui souhaitent la présence des jeunes !

Les prochaines dates de mobilisations nationales seront le 11 et le 16 février, discutons partout sur nos lieux d'études et de travail pour se faire entendre et construire la grève !



**Manifestation interprofessionnelle
Samedi 11 février**

**Grèves et de manifestations interprofessionnelles
Jeudi 16 février**